

# FIÈREMENT FRANCOPHONES

CAHIER E | LES SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 MARS 2026

LEDEVOIR

## Célébrer la francophonie multiple

Parler français est loin de représenter une réalité unique. Par son déploiement dans le monde, la langue française rend compte de ses diverses facettes, elle qui est à la fois maternelle, commerciale, poétique, fragile, mouvante et symbole d'identité. En l'honneur de la Journée internationale de la francophonie, qui se tiendra le 20 mars, ce cahier spécial prend le pouls de la francophonie d'aujourd'hui dans le monde des affaires, dans sa progression au sein des plus jeunes générations et dans la culture, notamment à l'ombre des géants du numérique. Ces pages rappellent surtout que la langue française offre une porte vers l'autre, qu'elle soit parlée par les nouveaux arrivants ou par des communautés francophones hors Québec, en passant par l'Afrique. Le français, riche et varié, confère un grand pouvoir de partage.



## La perception du français en Afrique francophone évolue-t-elle?

La langue française perd de son estime en Afrique francophone, en raison notamment de l'hostilité grandissante à l'égard d'un contexte politique marqué par l'influence postcoloniale de la France, souvent désignée comme la « Françafrrique ». Le continent africain demeure pourtant un foyer majeur de la langue française, ce qui impose à la Francophonie de s'adapter à ses réalités pour préserver sa vitalité dans le monde.

CHARLINE CARO  
COLLABORATION SPÉCIALE

« C'est un double phénomène qui paraît un peu paradoxal », observe Richard Marcoux, professeur au Département de sociologie de l'Université Laval et directeur de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone. Alors que le nombre de locuteurs francophones continue d'augmenter en Afrique, l'attachement à la langue française, lui, diminue.

Dans l'étude *L'importance de la langue française en Afrique francophone. Une synthèse sur les perceptions récentes des populations urbaines*, qu'il a cosignée avec Alexandre Wolff en 2025, Richard Marcoux décrit cette « perte d'estime » de la langue française dans une vingtaine de pays. Fortement jugée « indispensable » par leurs habitants en 2015, la langue française était,

en 2021, de plus en plus considérée comme seulement « importante », voire « pas importante ».

Au Maghreb, la réponse « pas importante » a progressé de 20 points de pourcentage entre les deux périodes, tandis que la réponse « indispensable » a baissé de 4 points en Afrique subsaharienne. « On peut parler d'un déclasserment », indique Richard Marcoux, même si le niveau d'appréciation de la langue française demeure globalement élevé, comme en Afrique subsaharienne, où il est de 60 %.

Ce déclasserment est moindre quand il est question de l'importance du français pour le travail et les études. « La réalité de l'intérêt à maîtriser la langue française [dans ces domaines] l'emporte sur l'image que l'on se fait de cette langue », soutient l'étude. En revanche, le recul est plus marqué dans les domaines de la culture et des médias, où il est plus facile de se tourner vers des contenus dans d'autres langues. C'est le signe, selon Richard Marcoux, que les résidents

délaissent le français lorsqu'ils en ont la possibilité.

Bien que ce déclasserment symbolique n'ait pas encore mené à une baisse de l'usage de la langue française, qui continue d'augmenter grâce à la démographie et à l'éducation, les auteurs de l'étude estiment qu'il pourrait être le « signe noir d'un recul ou d'une progression ralentie » du français en Afrique.

La perte d'estime de la langue française dans cette région peut s'expliquer par la concurrence des langues nationales, le français n'étant « ni la langue première ni même la seule langue d'enseignement », rappellent les auteurs, mais aussi par celle des langues étrangères, comme l'anglais.

Toutefois, le contexte politique est « au cœur » du désintérêt pour le français, croit M. Marcoux, au moment où « l'environnement politique et social est marqué par une défiance, voire une hostilité croissantes [...] vis-à-vis de la France », note l'étude.

### Un héritage colonial

Depuis les années 2010, les mouvements panafricanistes prônant l'indépendance et la souveraineté du continent face aux ingérences étrangères connaissent une montée. Dans plusieurs anciennes colonies françaises, le rejet de la France croît, marqué par des manifestations qui dénoncent ses pratiques « néocolonialistes » et qui réclament le départ de ses troupes militaires.

En 2025, le Niger, imité par le Burkina Faso et le Mali, quitte l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), après que de récents coups d'État ont mis à leur tête des régimes hostiles à la politique africaine de la France.

« L'OIF considère peut-être un dommage collatéral d'une situation géopolitique qui la dépasse », avait affirmé à l'époque la porte-parole de l'organisation, Oria K. Vande Weghe.

VOIR PAGE E 3 : AFRIQUE

LA LANGUE FRANÇAISE AU CENTRE DES AMBITIONS DES ENTREPRISES E 5 | CÉLÉBRER LE FRANÇAIS QUÉBÉCOIS, UNE LANGUE EN CONSTANTE ÉVOLUTION E 6 | PORTER LES VOIX DES JEUNES FRANCOPHONES D'UN OcéAN À L'AUTRE E 8

ISTOCK




# Antidote

Correcteur | Dictionnaires | Guides

### Au service de la langue française

Antidote s'adresse à toute la francophonie, reconnaissant les usages et les expressions de différentes régions linguistiques. Tout pour soigner sa langue, peu importe son continent.

[antidote.info/essai-gratuit](https://antidote.info/essai-gratuit)

 Druide

# Parler *business* dans la langue de Molière

Le troisième Rendez-vous d'affaires de la Francophonie, qui se tiendra les 20 et 21 mai prochains, sera bilingue : on y parlera le français et la langue des affaires. Des participants des quatre coins du monde se réuniront au Centre des congrès de Québec dans l'espoir de développer des partenariats durables.

MARIE-ÈVE MARTEL  
COLLABORATION SPÉCIALE

L'événement, qui a lieu tous les deux ans, a généré 6 millions de dollars en 2022 et 10 millions de dollars en 2024, selon Québec International, l'organisateur du Rendez-vous avec le Centre des congrès de Québec. Ces données ont été obtenues en calculant la valeur des ententes conclues et les dépenses des participants qui, collectivement, ont pris part à 1375 rencontres d'affaires en tout au cours des deux éditions.

Le président-directeur général de Québec international, Carl Viel, a confiance que le rendez-vous de mai sera encore plus porteur. Un accent particulier sera mis sur les relations avec les entreprises et les partenaires d'affaires d'Afrique, là où se trouvent « les plus grandes occasions d'un point de vue francophone », selon lui, notamment en raison du virage numérique, plus tardif, mais plus rapide du continent.

« La langue française peut être utilisée comme point commun pour bâtir des ponts entre entreprises et partenaires, puis comme levier pour la diversification des marchés », dit-il en entrevue.

« Pour de nombreuses PME, la capacité de fonctionner en français facilite les relations d'affaires avec des partenaires en Europe, en Afrique ou dans les Amériques. Dans plusieurs secteurs, cette capacité devient même un avantage concurrentiel pour les entreprises canadiennes qui souhaitent accéder à ces marchés », souligne pour sa part le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDEE) Canada.

#### Stimuler des rencontres porteuses

En 2022 et 2024, 1080 participants ont convergé vers la capitale nationale à partir de plus de 25 pays francophones d'Europe, d'Afrique et d'Amérique, principalement. Cette année, on s'attend à un achalandage semblable.

Le fait d'accueillir des personnalités d'affaires d'une multitude de secteurs et de pays a



Le Rendez-vous d'affaires de la Francophonie permet aux entrepreneurs québécois d'établir des liens avec des entrepreneurs francophones de l'étranger.

QUÉBEC INTERNATIONAL

pour avantage de faciliter des rencontres pour les entrepreneurs québécois. « On sait qu'en 2026, beaucoup d'affaires se font en ligne, de manière virtuelle. Mais de bonnes alliances, ça commence par des rencontres entre humains, indique M. Viel. En établissant ce premier lien, ça peut être utile d'avoir un contact pour nous permettre de faire d'autres rencontres. On ne commence pas de zéro. »

« La langue française peut être utilisée comme point commun pour bâtir des ponts entre entreprises et partenaires »

Le Rendez-vous d'affaires de la Francophonie permet aussi aux parties prenantes de découvrir les pratiques d'affaires propres à chaque culture. Des rencontres préparatoires sont organisées en ce sens pour faciliter les échanges.

Les chambres de commerce africaines fonctionnent différemment des nôtres, donne en exemple l'organisateur. « Elles jouent un rôle

beaucoup plus grand [dans l'écosystème d'affaires] qu'ici, explique M. Viel. Certaines possèdent un aéroport, un centre de congrès ou des écoles de commerce. C'est intéressant pour les participants de rencontrer ces représentants s'ils ont l'ambition de faire des affaires en Afrique. »

#### Une langue d'affaires, ici et ailleurs

On compte 321 millions de francophones dans le monde. La langue française se trouve au cinquième rang des langues les plus parlées sur la planète. Elle est aussi la langue la plus utilisée dans le monde des affaires après l'anglais et le mandarin, selon des données du Centre de la francophonie des Amériques publiées en septembre 2024. Environ 20 % des échanges commerciaux seraient réalisés dans la langue de Molière, pour une valeur équivalant à 16 % du PIB mondial.

« Il faut garder en tête que le français et l'anglais sont les deux seules langues qui sont parlées sur tous les continents », fait valoir Carl Viel. Citant un sondage interne réalisé auprès de plus de 300 participants au Rendez-vous de 2024, il mentionne que 57 % des entreprises répondantes indiquaient avoir des relations d'affaires avec des partenaires d'autres pays de la francophonie.

Il n'est toutefois pas nécessaire d'aller à l'autre bout du monde pour faire des affaires en français, rappelle Carl Viel. Le reste du Canada compte plusieurs communautés francophones et des milliers d'entreprises au pays travaillent en français.

Le RDEE Canada indique qu'environ 20 % du PIB canadien est attribuable au demi-million d'entreprises francophones du pays. Du lot, 70 000 se trouvent hors du Québec. Celles-ci généreraient une valeur supérieure à 130 milliards de dollars dans l'économie canadienne, indique le Centre de la francophonie des Amériques.

#### Pérenniser le français

Promouvoir l'essor économique en français constitue aussi une manière d'assurer l'avenir de la langue.

« On a parlé avec certaines délégations, notamment du Maghreb, et elles constatent que les jeunes générations se tournent plus rapidement vers l'anglais, souligne Carl Viel. Si les plus jeunes [entrepreneurs] n'ont pas l'occasion d'entrer en relation avec des gens qui parlent leur langue, on ne s'aide pas. »

## Mettre l'accent sur l'essentiel

Depuis 1969, l'UQAM poursuit sa mission d'accroître l'accès à des savoirs en français.

UQAM

# Asulf

Association pour le soutien et l'usage de la langue française

Bonne semaine de la francophonie.

Pour une langue de qualité, riche, actualisée, au diapason de ses locuteurs et locutrices d'ici et d'ailleurs

Utilisation  
Défense  
Enrichissement  
Rayonnement

Adhésions ou dons (reçus fiscaux à la clé)

Renseignements :



[www.Asulf.org](http://www.Asulf.org)  
[Asulf@globetrotter.net](mailto:Asulf@globetrotter.net)

Asulf, 5000, boul. des Gradins, Québec G2J 1N3

FRANCISATION EN PME

# Entre protection de la langue et lourdeur administrative

Depuis près d'un an, les PME québécoises comptant de 25 à 49 employés embauchés pour au moins six mois sont tenues de s'inscrire à l'Office québécois de la langue française (OQLF) pour entamer une démarche de francisation. Plusieurs sont d'avis qu'elle n'aura pas l'effet escompté.

MARIE-ÈVE MARTEL  
COLLABORATION SPÉCIALE

Cette obligation découle de l'entrée en vigueur de règles de la loi 14 (anciennement projet de loi 96) le 1<sup>er</sup> juin 2025, qui apporte des changements importants à la Charte de la langue française, mieux connue sous le nom de loi 101. Entre plusieurs volets — concernant entre autres l'affichage, l'emballage et la publicité —, la loi compte renforcer la présence du français comme langue principale en milieu de travail.

Selon l'OQLF, 2031 entreprises se sont inscrites depuis l'entrée en vigueur de la mesure. Sur les 17 999 entreprises inscrites à l'Office, 7298 employaient de 25 à 49 personnes en date du 28 février 2026. Auparavant, seules les compagnies comptant plus de 50 travailleurs étaient soumises à cette obligation.

Le ministre de la Langue française, Jean-François Roberge, mentionnait dans un communiqué, en mai 2024, que c'est « l'une des nombreuses mesures mises en place par le gouvernement du Québec afin d'assurer la vitalité du français et d'inverser son déclin. Toutes les entreprises, y compris celles de compétence fédérale, ont un rôle essentiel à jouer en matière de protection de la langue française. Faire des affaires en français et s'engager envers la langue française, c'est respecter les droits du personnel et des consommatrices et consommateurs, mais c'est aussi attirer et fidéliser la clientèle ».

Selon des données de l'Institut de la statistique du Québec, 73 % de la main-d'œuvre québécoise travaillait principalement en français



Plusieurs entreprises ont entamé le processus de francisation depuis l'entrée en vigueur de la loi 14. GETTY IMAGES

en 2024, dans les prestations de travail dites formelles. En 2023, 66 % des travailleurs utilisaient le français au moins 90 % du temps au travail, indiquait l'OQLF.

### Des règles à respecter

Cette démarche inclut notamment un audit de l'utilisation du français en milieu de travail, aussi bien pour les communications internes qu'externes. Pour les entreprises dont la majorité des employés n'utilisent pas principalement le français, l'OQLF exige qu'elles élaborent, fassent approuver et mettent en place un programme de francisation. Une fois jugées conformes, ces entreprises obtiennent un certificat délivré par l'OQLF, nécessaire pour soumissionner pour des contrats publics ou pour déposer des demandes de subvention.

Les entreprises doivent par la suite faire rapport, tous les trois ans, de l'évolution de l'utilisation du français dans leurs activités. En cas de non-respect des exigences de la Loi, elles sont notamment passibles d'amendes allant de 3000 \$ à 30 000 \$, qui pourraient être doublées ou triplées en cas de récidive. Dans les cas les plus graves, l'OQLF se réserve le droit de suspendre le certificat de francisation.

« Il s'agit d'une approche coercitive pour que les entreprises se conforment en pensant que les comportements vont changer, affirme Jean-Pierre Corbeil, professeur associé au Département de sociologie de l'Université Laval. Mais est-ce que ça fera en sorte que le français deviendra la seule langue utilisée en milieu de travail ? Probablement que non. »

« Est-ce que le fait d'avoir des environnements de travail bilingues, ou plurilingues même, constitue nécessairement une menace à la visibilité du français ? »

Bien qu'elle salue l'objectif du gouvernement de solidifier et de pérenniser l'usage de la langue française, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) constate que l'application de la loi s'accompagnera d'une lourdeur administrative pour les entreprises.

Mathieu Lavigne, chef de cabinet et directeur des relations médias de la FCCQ, donne en exemple les comités de francisation requérant six membres que l'OLFQ se réserve le droit de demander, dans certains cas, une proportion importante de la main-d'œuvre dans les entreprises qui ne comptent que quelques dizaines d'employés. Il ajoute que dans certaines régions, où pratiquement tous les milieux de travail sont majoritairement, voire entièrement, francophones, le fait de composer un tel comité semble inutile.

C'est sans compter les formulaires et la reddition de comptes, « un fardeau réglementaire et bureaucratique » qui accapare du temps et des ressources que les petites entreprises n'allouent plus à leur principale activité. « Quand on s'attarde aux rapports de suivi, le niveau de détail demandé est extrêmement poussé, et plusieurs entreprises doutent de la pertinence de certaines questions, déplore M. Lavigne. On demande le nom des logiciels utilisés, le nombre de licences... Quel est le lien avec la francisation des employés ? »

La compétitivité des plus petites entreprises, qui peuvent percevoir la paperasse comme du « sable dans l'engrenage », pourrait en pâtir, prévient Sébastien Arcand, cotitulaire de la Chaire de recherche du Québec sur la situation démolinguistique et les politiques linguistiques et professeur titulaire au Département de management de HEC Montréal. « Ce sont des contraintes d'ordre bureaucratique qui peuvent avoir un effet concret sur la capacité de petites entreprises à continuer d'être concurrentielles, parce qu'elles n'ont pas toujours les ressources et le temps pour tout faire », souligne-t-il.

### L'anglais comme outil de travail

Sébastien Arcand met en garde contre la tentation d'assimiler la montée du bilinguisme en contexte professionnel et une anglicisation des milieux de travail. « Ça mène à une question intéressante à se poser : est-ce que le fait d'avoir des environnements de travail bilingues, voire plurilingues, constitue nécessairement une menace à la visibilité du français ? C'est une équation qui m'apparaît plutôt simpliste », dit-il.

Selon Jean-Pierre Corbeil, il ne faut pas conclure que la croissance de l'anglais comme langue de travail signifie un recul de l'usage du français. « L'anglais, dans plusieurs cas, est un outil de travail pour communiquer avec des clients ou des partenaires, alors qu'au sein du milieu de travail, les communications sont faites en français », souligne-t-il.

« On se trouve dans une situation où l'anglais est perçu comme un ennemi à abattre alors qu'en réalité, l'économie internationale est de plus en plus intégrée. La langue anglaise fait partie intégrante de ce système économique. Elle est incontournable », ajoute le professeur de l'Université Laval.

« C'est évident que l'anglais va demeurer la langue des affaires importantes. Là-dessus, peut-être que la Loi contredit la situation des entreprises d'ici qui font principalement affaire à l'étranger ou dans des provinces anglophones. »

Le continent africain est le centre de gravité de la francophonie, lui qui abrite plus de 60 % des francophones dans le monde, selon l'OIF.



## Une langue mondiale

### AFRIQUE

SUITE DE LA PAGE E 1

Le rejet de la France se transpose en rejet de la langue française, juge à son tour Richard Marcoux, qui rapporte une « corrélation assez forte » entre le niveau de contestation de l'ancienne puissance coloniale et celui du déclin du français observé dans différents pays.

« La langue française, en Afrique, a une histoire coloniale », rappelle-t-il. Son héritage pèse inévitablement sur son appréciation, puisqu'elle est encore fortement associée au pays dont l'influence est aujourd'hui rejetée. Toutefois, le professeur estime que le français n'appartient plus seulement à son pays de naissance, et qu'il est aussi un outil d'émancipation et d'affirmation de l'Afrique dans la francophonie.

La langue française est une langue africaine, pensait Léopold Sédar Senghor, poète et premier président du Sénégal, dont le point de vue est régulièrement repris aujourd'hui. Les peuples africains peuvent assimiler cette langue sans être assimilés, considérait-il.

Ses locuteurs africains se la sont réappropriée et l'ont nourrie de leurs expressions et de leurs référents culturels, rapporte Richard Marcoux. « Tout comme le Québec, le Cameroun, l'Algérie ou encore la Côte d'Ivoire ont leurs propres manières de parler français », souligne-t-il.

L'Afrique est également le nouveau centre de gravité de la francophonie, elle qui abrite plus de 60 % des 321 millions de locuteurs francophones dans le monde, selon l'Observatoire de la langue française de l'OIF. Dans ce contexte, « la francophonie a besoin de l'Afrique », soutient Richard Marcoux.

### Transformer la francophonie

Les nouvelles réalités de la francophonie et les pressions sociopolitiques de certains pays africains amènent l'Organisation internationale de la Francophonie, qui réunit 90 États ou gouvernements, à s'adapter. Ce qu'elle fait en reconnaissant tout d'abord le plurilinguisme, une caractéristique essentielle de la francophonie.

Que ce soit avec le wolof au Sénégal, le bambara au Mali ou le mooré au Burkina Faso, la langue française cohabite avec de nombreuses langues nationales sur l'ensemble de la planète, qui, loin de le menacer, font la richesse culturelle de la francophonie, selon Claire Deronzier, diplomate experte en résidence à l'École supérieure d'études internationales de l'Université Laval.

Lors du 18<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, à Djerba, en 2022, l'OIF a adopté la Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique, qui reconnaît la nécessité de comprendre le plurilinguisme et de l'intégrer à la francophonie.

Richard Marcoux enjoint également à la francophonie de se décentraliser de Paris pour mieux intégrer les autres régions francophones. Des efforts restent cependant à faire dans ce domaine, parce que « la francophonie n'a pas encore réussi à se sortir de la France », selon le professeur.

Même si les pays francophones peuvent exister en dehors de l'OIF, comme c'est le cas désormais pour le Niger, le Mali et le Burkina Faso, la Francophonie institutionnelle demeure un « espace pertinent de concertation, de coopération et de solidarité » entre les pays qui partagent le français, soutient Claire Deronzier.

LA FRANCOPHONIE,  
ON L'AIME D'AMOUR  
ET D'HUMOUR!

GALA DE LA FRANCOPHONIE  
JUSTE POUR RIRE

SAMEDI 21 MARS, 21H

TV5

AUSSI SUR

## FRANCOUVERTES

# Trente ans de laboratoire pour la chanson francophone

Les Cowboys Fringants, Karkwa, Lydia Képinski ou encore la dernière reine de l'ADISQ, Lou-Adriane Cassidy : tant d'artistes marquants dans le paysage musical québécois ont défilé sur la scène des Francouvertes, qui célèbrent cette année leur 30<sup>e</sup> anniversaire. Au-delà d'être l'un des tremplins les plus importants pour la relève musicale francophone au Québec, l'événement offre aussi, au fil des éditions, un reflet important des transformations de la langue française dans la chanson.

GUILLAUME WHALEN  
COLLABORATION SPÉCIALE

Cette 30<sup>e</sup> édition verra performer, comme tous les ans, 21 artistes et groupes, dont Marie Neiges, Dauphins, Spaghett, Chaude Chaleur, Banc d'Parc et Olivier Faubert. « Nous avons toujours prôné une ouverture pour découvrir l'ensemble des propositions musicales dans toute leur diversité. Donc, évidemment, nous allons avoir des artistes plus nichés qui ne rentrent pas nécessairement dans le cadre de la radio commerciale. On en a vu, de drôles de bibittes ! » exprime Sylvie Courtemanche, directrice générale des Francouvertes, qui œuvre au sein de l'organisme depuis sa deuxième édition.

La mission de mettre en lumière des propositions artistiques singulières est demeurée intacte au fil des éditions, l'admissibilité des candidats n'étant pas conditionnée par leur potentiel radiophonique. Cette ouverture a aussi mené l'organisation à réfléchir à l'évolution de la langue française dans la chanson, aujourd'hui composée de multiples influences culturelles.

## Une langue chantée vibrante et colorée

Dans les chansons d'aujourd'hui, il est commun d'entendre le français se mêler volontiers à l'argot urbain, aux registres familiers et aux références culturelles internationales, comme le créole, observe l'autrice-compositrice-interprète Stéphanie Boulay, co-porte-parole de cette édition des Francouvertes. Elle assume le rôle avec l'autrice-compositrice-interprète Ariane Roy, qui n'était pas disponible pour répondre à nos demandes d'entrevue.

« Je trouve que, quand on veut une langue française parfaite, on peut aller dans le *Larousse*, que personnellement je trouve froide et morte. Je rêve du jour où on va emprunter des mots en micmac ou en atikamekw pour une langue riche et vivante. Si on essaie de mettre la langue en cage pour la contrôler, elle devient inintéressante. Il faut que les gens se l'approprient », indique celle qui confie au passage être une grande amatrice de néologismes, ces mots nouveaux créés pour désigner des réalités émergentes ou des tendances récentes.

Au fil des éditions, cette langue s'est ainsi déployée sous de multiples formes : du français

teinté d'un accent acadien du trio indie-folk Les Hay Babies, lauréat en 2013, jusqu'à l'acajon de P'tit Belliveau, mélange singulier de français acadien, d'emprunts à l'anglais et de néologismes, qui lui a valu la troisième place en 2019.

## Une approche teintée d'ouverture

Sylvie Courtemanche se souvient du passage du groupe Dead Obies, en 2013, alors que l'essor du hip-hop au Québec soulevait certaines questions en raison de ses nombreux emprunts à l'anglais, si bien qu'on parlait même de franglais. « On était rendu à calculer le nombre de mots en anglais ou dans d'autres langues pour savoir si le groupe était admissible ou non », relate-t-elle.

Face à cette réalité, l'organisation a revu son règlement. Depuis, les textes doivent être en français à plus de 50 % pour être admissibles. Un seuil qui permet au concours d'accueillir de nouvelles esthétiques sans trahir sa mission première. « On trouvait ça ridicule de refuser Dead Obies pour une question du nombre de mots utilisés », souligne-t-elle. Le groupe, rappelons-le, s'était retrouvé en deuxième position.

L'étape la plus significative de cette ouverture est peut-être celle franchie en 2022, lorsque Les Francouvertes ont autorisé les artistes autochtones à concourir en chantant

La découvrabilité des contenus en ligne s'appuie sur des algorithmes qui comportent des biais technologiques et qui s'inscrivent dans une logique économique.

GETTY IMAGES



## La culture francophone dans l'ombre des algorithmes

La découverte culturelle passe de plus en plus par des plateformes numériques comme Netflix, Spotify, YouTube, Disney+ ou Prime Vidéo. Derrière ces vitrines numériques, quels contenus ont réellement la chance d'être découverts ? Et surtout, quelle place reste-t-il aux œuvres francophones et québécoises ?

RAPHAËLLE CORBEIL  
COLLABORATION SPÉCIALE

Il est loin le temps où l'on flânait dans les magasins de disques à la recherche de notre prochain coup de cœur musical, dans les clubs vidéo pour choisir le film de la soirée ou d'une chaîne à l'autre pour trouver une émission de télévision à regarder. Aujourd'hui, quelques secondes suffisent pour lancer une chanson, une série ou un film sur une plateforme de diffusion en ligne.

« En devenant numérique, la culture s'est énormément américanisée. Elle est devenue l'apanage d'une poignée de grandes plateformes, principalement américaines », indique Jonathan Roberge, sociologue de la culture à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et co-titulaire de la Chaire de recherche du Québec sur l'intelligence artificielle et le numérique francophones. « Cette "plateformisation" de la culture a créé, depuis une quinzaine d'années, une pression importante

sur les cultures francophones, notamment au Québec », poursuit le chercheur.

Pourtant, la production culturelle francophone n'a pas diminué dans la province, bien au contraire : la quantité totale de produits francophones a même augmenté, souligne-t-il. « On produit toujours beaucoup de livres, de musique ou d'œuvres culturelles au Québec. Mais les œuvres se retrouvent noyées dans un océan de contenus internationaux, majoritairement anglophones. »

Le problème est donc la visibilité, et plus précisément, la « découvrabilité », ajoute son collègue Destiny Tchhouali, professeur de communication internationale à l'UQAM, avec qui il pilote la Chaire. La découvrabilité ne se limite pas au fait de pouvoir trouver un contenu que l'on cherche déjà, précise-t-il. « La question fondamentale est plutôt : quelle est la probabilité qu'on nous recommande un contenu dont on ignorait l'existence ? » En d'autres mots, comment découvrir un livre francophone ou un film québécois, sans connaître son titre ni son auteur ? À quel point les contenus

francophones sont-ils recommandés aux publics susceptibles de s'y intéresser ?

La réponse est qu'ils le sont très peu. « Prenons Netflix : à peine 1 % du catalogue fait l'objet d'une mise en avant ou d'une recommandation active », expose Destiny Tchhouali. « Si l'on considère qu'un catalogue peut contenir environ 5000 titres, qu'arrive-t-il aux 99 % restants ? »

## Les angles morts des algorithmes

Les recommandations reposent sur des systèmes algorithmiques alimentés par l'intelligence artificielle. « Le problème, c'est que ces systèmes tendent à privilégier les contenus déjà populaires ou ceux qui correspondent à nos préférences passées », poursuit M. Tchhouali. Cela crée un cercle vicieux. Si un contenu francophone est moins visible ou moins populaire au départ, l'algorithme va moins le recommander. Il devient alors encore moins visible, moins découvert, donc encore moins consommé. »

Les algorithmes peuvent aussi adapter leurs suggestions à partir des préférences déclarées par l'utilisateur. « Sur Spotify, par exemple, on peut indiquer qu'on aime la musique francophone. L'algorithme peut vous en proposer au début, mais, progressivement, il va basculer vers du *mainstream*. On a un véritable problème d'exposition et de recommandation de nos contenus », résume le spécialiste.

Dans le jargon, c'est ce qu'on appelle des biais algorithmiques, expliquent les chercheurs.

Ces biais ne sont pas seulement technologiques : ils répondent à des logiques économiques. « Les algorithmes de recommandation sont paramétrés par des humains, et fonctionnent selon des logiques commerciales. Ils vont mettre en avant ce qui génère le plus d'engagement. Ces entreprises ne cherchent pas à servir l'intérêt public, mais à être rentables », ajoute M. Tchhouali.

## Une érosion progressive de la culture québécoise

C'est ainsi que, malgré une offre culturelle diversifiée, l'attention du public se concentre sur un nombre très limité de contenus. Or, l'avenir de la culture québécoise et de la langue française dépend en grande partie de leur capacité à exister et à circuler dans ces espaces numériques, soulignent les experts.

« Nous avons dépassé le moment où on disait que, théoriquement, notre culture pourrait être menacée. Non, elle est menacée actuellement. Il n'y aura pas d'effacement brutal de nos productions culturelles du jour au lendemain, mais une érosion progressive », prévient Destiny Tchhouali.

Par exemple, lorsqu'un algorithme de recommandation propose dix contenus américains pour un seul contenu québécois, cela finit par modifier ce qui est perçu comme normal ou pertinent, illustre-t-il. « À long terme, nos récits, nos contenus, et nos références culturelles risquent d'être marginalisés dans ces espaces que nous ne contrôlons pas. »

## Encadrer les plateformes numériques

Selon Jonathan Roberge, les gouvernements peuvent intervenir de plusieurs façons : en réglementant certaines pratiques, en soutenant les industries culturelles locales et en favorisant la visibilité des contenus francophones. « Le défaitisme serait la pire réponse en ce moment. Il ne faut pas céder à l'idée que ces transformations sont inévitables ou incontrôlables. Les États peuvent jouer un rôle important pour protéger et promouvoir la diversité culturelle », affirme-t-il.

Destiny Tchhouali salue le projet de loi 109, Loi affirmant la souveraineté culturelle du Québec et édictant la Loi sur la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique, adoptée à l'unanimité en décembre dernier. « C'est une initiative importante. Pour la première fois au monde, une loi mentionne explicitement la découvrabilité dans son titre. Ce type de loi permet d'imposer un cadre aux grandes plateformes. »

« Nous avons dépassé le moment où on disait que, théoriquement, notre culture pourrait être menacée. Non, elle est menacée actuellement. »

Cependant, ce n'est pas une solution miracle, prévient M. Tchhouali. Tout dépendra des règlements d'application : obligations de mise en valeur des contenus locaux, exigences concernant les systèmes de recommandation, mécanismes de suivi et de sanctions. « Les plateformes ne vont pas se déranger et spontanément propulser nos contenus. Il faut que les algorithmes soient paramétrés, que la machine comprenne que le contenu québécois est important et pertinent pour les Québécois, et qu'il faut les mettre en avant », souligne l'expert. « Sans mesures contraignantes, les plateformes pourraient simplement faire semblant de se conformer », conclut-il.



Les musiciennes Stéphanie Boulay et Ariane Roy sont les co-porte-parole de la 30<sup>e</sup> édition des Francouvertes. JAÏME ANTONIO LUNA

concours. Les juges disposent désormais de traductions littéraires des chansons autochtones, puisque la qualité des textes demeure un critère d'évaluation central.

**Une vitalité menacée**

Malgré ce rayonnement, l'enthousiasme pour la langue française chez les artistes contraste avec une réalité moins réjouissante du côté des auditeurs. Selon les données les plus récentes de l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec, seuls 5 % des 10 000 chansons les plus écoutées sur les services de diffusion en continu au Québec en 2023 étaient des titres francophones québécois. Quant aux nouveautés locales, elles représentaient à peine 2 % de l'écoute totale.

« Si on essaie de mettre la langue en cage pour la contrôler, elle devient inintéressante. Il faut que les gens se l'approprient. »

Pour Stéphanie Boulay, Les Francouvertes constituent précisément, dans ce contexte, une tribune « fondamentale et essentielle », surtout dans un paysage musical dominé par les plateformes numériques et les logiques algorithmiques qui favorisent les géants anglophones. L'organisme, pourtant, n'est pas à l'abri des turbulences du milieu culturel. Son équipe de trois personnes a été contrainte de lancer cette année une campagne de sociofinancement assortie d'un objectif de 30 000 dollars.

La 30<sup>e</sup> édition des Francouvertes se déroulera sur 11 soirées, entre le 9 mars et le 11 mai. Au cours des préliminaires et des demi-finales, au Lion d'Or, les 21 artistes et groupes participants s'affronteront dans le but d'être de la grande finale au Club Soda. Plus d'informations figurent sur le site Web de l'organisme, au [francouvertes.com](http://francouvertes.com).

dans leurs propres langues. Une décision s'inscrivant dans une volonté de mieux refléter la pluralité des voix de la scène musicale québécoise, et d'offrir une tribune à

des cultures qui demeurent encore aujourd'hui souvent absentes des grandes scènes. Rapidement, cette ouverture a trouvé un écho auprès du jury, car, en 2024, la musicienne

aux racines innues originaire de Mashteuiatsh, près du lac Saint-Jean, Soleil Launière est devenue la première représentante des Premières Nations à remporter les grands honneurs du

# La langue française au centre des ambitions des entreprises

Pour valoriser le français dans les milieux de travail, l'Office québécois de la langue française (OQLF) subventionne des organismes partenaires de partout au Québec par l'entremise du programme Le français, au cœur de nos ambitions.

**PERRINE GRUSON**  
COLLABORATION SPÉCIALE

Le programme comporte deux volets : l'un soutient des projets de terminologie française dans des domaines prioritaires, comme l'alimentation, l'environnement et la santé, tandis que l'autre veut informer les entreprises québécoises de leurs nouvelles obligations par rapport à la Charte de la langue française et au Règlement sur la langue du commerce et des affaires, ainsi que les accompagner dans leur démarche de francisation.

« Il s'adresse aux entreprises et aux organisations engagées dans la promotion du français et qui contribuent à sa vitalité, explique François Laberge, porte-parole de l'OQLF, qui a répondu à nos questions par écrit. Ce programme priorise les projets qui ciblent les secteurs d'activité économique où le français est moins présent et qui ont pour objectif d'en accroître l'usage et le rayonnement, notamment auprès des entreprises de moins de 50 personnes. »

En 2025-2026, l'OQLF a octroyé 150 000 \$ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) pour son programme Le français, un choix payant !, ainsi que 280 000 \$ en tout pour les projets de quatre autres

organismes, soit Coyote Audio et les chambres de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda, de Thérèse-De Blainville et de Haute-Yamaska.

**La CCMM sur le terrain**

Pour la CCMM, la participation au deuxième volet du programme coule de source. L'organisme mène des projets en francisation depuis une quinzaine d'années et connaît bien le tissu économique de la métropole. Sur l'île de Montréal, seulement 52,4 % des travailleurs utilisaient le plus souvent le français au travail en 2024, selon les données de l'Institut de la statistique du Québec.

Avec Le français, un choix payant !, la CCMM informe et sensibilise notamment les entreprises de 25 à 49 employés sur les nouvelles règles de la Loi 14, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2025. Les compagnies doivent notamment s'inscrire à l'OQLF. « On va sur le terrain, on leur propose des outils, des webinaires. On vient évidemment leur démontrer qu'il y a un potentiel économique autour du fait francophone », explique Clémence Jaruga, directrice des programmes de francisation à la CCMM.

La Chambre gère également, en partenariat avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, les jumelages

linguistiques du programme de mentorat J'apprends le français au cœur de la métropole. Depuis 2019, plus de 1900 jumelages ont été effectués. Le principe ? Des étudiants universitaires viennent donner des cours de français directement en milieu de travail. La Chambre accompagne ainsi plusieurs centaines d'entreprises. « On a des équipes attitrées. [...] C'est du travail, mais on a la légitimité et la crédibilité pour le faire et un accès privilégié. [...] On a toujours eu cette démarche d'être dans l'accompagnement, dans quelque chose de non coercitif », exprime M<sup>me</sup> Jaruga.

Cette démarche semble porter ses fruits. Selon les données de la CCMM, l'amélioration du service en français peut générer jusqu'à 1,1 % de ventes supplémentaires par an. Les entreprises engagées dans le programme sont également préférées par 90 % des répondants.

**Le défi montréalais**

Le contexte montréalais est singulier. Statistique Canada (2021) indique que 33 % des Montréalais sont nés à l'étranger. La capacité à absorber des démarches linguistiques peut se révéler limitée alors que dans certaines PME, les services des ressources humaines sont déjà restreints, dit la CCMM.

Selon un sondage de 2024 réalisé par BIP relayé par la Ville, 86 % des personnes interrogées estiment que faire des affaires en français est une caractéristique de l'identité montréalaise, et 88 % jugeant important d'accueillir et de servir la clientèle en français.

« Dans le contexte actuel de diversification des marchés, on explique que c'est un atout de miser sur une clientèle francophone. On veut assoier un sentiment identitaire fort qui permet aussi d'attirer de la main-d'œuvre. Ça fonctionne dans les deux sens », explique la directrice.

Clémence Jaruga indique que les PME demeurent généralement réceptives, malgré la crainte de processus compliqués. La CCMM se positionne ainsi entre le cadre légal et la réalité quotidienne. Comment ? « L'idée, c'est d'alléger, d'accompagner, de proposer des solutions concrètes et gratuites », résume M<sup>me</sup> Jaruga.

Le programme Le français, au cœur de nos ambitions est pérennisé à court terme, puisque l'OQLF a confirmé sa reconduction au Québec jusqu'au 31 mars 2027. Son porte-parole, François Laberge, précise toutefois que « le nombre de projets soutenus sera déterminé en fonction des annonces budgétaires à venir ».

En attendant, la CCMM continue de porter son message : le français n'est pas qu'une obligation à gérer, mais une occasion de développement d'affaires.



La Ville de Montréal et la CCMM lors d'un événement réunissant des acteurs importants du milieu des affaires pour démontrer les avantages de la francisation (avec l'appui du gouvernement du Québec). ANNIE PAQUIN/COSMOS IMAGE

## Fièrement la science !

Trois chaires de recherche du Québec sur la langue française

**Chaire de recherche du Québec sur la situation démolinguistique et les politiques linguistiques**



**Chaires de recherche propulsées par le Fonds de recherche du Québec et le ministère de l'Enseignement supérieur dans le cadre du Programme Actions concertées du Fonds de recherche du Québec – secteur- Société et culture.**

**Chaire de recherche du Québec sur l'intelligence artificielle et le numérique francophones**



**Chaire de recherche du Québec Découvrabilité des contenus scientifiques en français**



**Visitez les sites Web de ces Chaires pour de plus amples renseignements.**



# Célébrer le français québécois, une langue en constante évolution

Promouvoir la langue française parlée dans la province et lui donner une légitimité, c'est l'objectif du livre *10 brefs essais sur le français québécois*. Promouvoir, éduquer, sensibiliser, à paraître le 17 mars.

LEÏLA JOLIN-DAHEL  
COLLABORATION SPÉCIALE

« C'est pour défendre le français québécois et pour éduquer les gens sur pourquoi on devrait le faire, résume d'emblée Andréanne Beaulieu, coordonnatrice éditoriale aux Productions Somme toute. C'est aussi pour expliquer que ce qui nous appartient, comme les sacres, les québécismes, les anglicismes et les mots qui sont créés, ce n'est pas nécessairement mauvais. »

Celle qui a assuré la direction de l'ouvrage raconte que l'idée du livre est née du « sentiment de frustration » qu'elle a éprouvé à force d'entendre de nombreuses critiques sur le parler québécois. « J'ai toujours voulu me porter à sa défense, parce que notre français est à la fois riche et diversifié », dit la titulaire d'une maîtrise en sciences du langage de l'Université de Sherbrooke.

## Dix voix pour défendre une langue commune

Dix auteurs signent chacun un texte afin de « renverser la vapeur » et de valoriser le français parlé au Québec, explique Andréanne Beaulieu. La directrice du livre a notamment arrêté son choix sur de grands noms de la linguistique, comme Lise Gauvin, professeure émérite au Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal, à qui l'on doit la préface du recueil.



À gauche, Andréanne Beaulieu, qui a assuré la direction du recueil. Ci-dessus, le dramaturge Julien Beauseigle, l'un de ses dix auteurs. PHOTOS FOURNIES PAR L'INTERVENANTE/HUGO BEAUPRÉ

« Ce qui nous appartient, comme les sacres, les québécismes, les anglicismes et les mots qui sont créés, ce n'est pas nécessairement mauvais »

Des professeurs d'université et de cégep, experts du domaine, ont aussi pris part à l'ouvrage. « Je voulais savoir si leurs élèves pensaient la même chose qu'eux et avoir différents points de vue » selon le niveau d'éducation, poursuit Andréanne Beaulieu. « J'ai choisi des gens de tous les âges en visant le plus possible une parité

hommes-femmes », souligne-t-elle. La coordonnatrice éditoriale du recueil désirait aussi inclure un regard extérieur sur le français québécois. Elle a donc également obtenu les perspectives de la professeure italienne Anna Giaufret et de l'Acadienne Annette Boudreau.

Les visions de la nouvelliste et poétesse Anne Peyrouse, ainsi que du dramaturge Julien Beauseigle, viennent ajouter à l'ensemble quelques pistes de réflexion plus créatives. En prenant part à l'écriture du recueil, M. Beauseigle avait envie de pousser sa propre réflexion sur le mélange des langues, qu'il intègre déjà dans sa pratique. « Je me reconnaissais un peu moins dans l'essai et on m'a laissé écrire une nouvelle à la place », explique-t-il.

En résulte « FAiA », qui met de l'avant un personnage qui perd son emploi à cause de l'intelligence artificielle (IA). « C'était pour aborder la question du français dans une

perspective d'actualité. Oui, on a ces *chatbots* qui ont accès à une immense part de ce qui existe déjà, mais qui ont tendance à figer la langue dans ses règles. Ça éloigne l'IA d'une certaine forme de liberté et de créativité qui appartient encore aux humains. D'où l'importance de jouer avec les codes pour être plus intelligent que l'IA. »

## Une langue riche qui doit s'émanciper

Julien Beauseigle est convaincu de la légitimité et de la valeur du français québécois et a donc voulu lui redonner une « certaine forme de noblesse ». « J'avais envie de me porter à la défense d'une langue qui existe en dehors des canaux officiels » du français, explique-t-il.

Le dramaturge estime que les jeunes générations lisent autant que les précédentes, voire plus. Et ce, même si les livres cèdent parfois la place aux outils numériques et à des

contenus plus courts, comme des messages textes ou des conversations avec des robots. « Tout se fait par écrit, résume-t-il. Et j'y vois de l'espoir, dans le sens où, avec l'*autocorrect*, qu'ils le veulent ou non, les jeunes finissent par entrer en contact avec certaines formes correctes de français. »

Si, dans sa propre pratique, M. Beauseigle a toujours souhaité connaître les règles avant de les enfreindre, il observe chez les jeunes générations un apprentissage et une transgression simultanés. « Il y a une construction de la langue qui se crée à travers ça et qui est assez intéressante », dit-il. De nouveaux mots et de nouvelles expressions prennent ainsi naissance dans un mélange de cultures et de langues, qu'il accueille avec un certain optimisme.

« J'avais envie de me porter à la défense d'une langue qui existe en dehors des canaux officiels »

Un constat qui est partagé par les neuf autres auteurs du recueil : le français québécois est riche de plusieurs façons, relève Andréanne Beaulieu. Pour elle, la valorisation de la langue passe d'abord par l'éducation, spécialement celle des professeurs.

« On enseigne beaucoup la littérature, mais on n'a pas de cours de linguistique. C'est donc difficile pour eux d'aller ensuite dire aux élèves que c'est normal de ne pas toujours parler de la même façon, qu'on soit entre amis ou en classe, mentionne-t-elle. Le français de Montréal est complètement différent du français gaspésien, avec différents usages, différentes formulations. Il y a non seulement différents français québécois, mais aussi différents français tout court. »



10 brefs essais sur le français québécois. Promouvoir, éduquer, sensibiliser. Sous la direction d'Andréanne Beaulieu, Somme toute, Montréal, 2026, 176 pages

PUBLICITÉ



## Le français, une infrastructure stratégique pour l'économie de demain

**Le monde change vite — et les certitudes avec lui. Les équilibres économiques vacillent, les alliances se redessinent, les chaînes d'approvisionnement se réorganisent. La transition numérique et l'essor de l'IA accélèrent encore la cadence. Dans ce contexte de turbulence, une question s'impose, simple en apparence mais décisive : sur quoi peut-on s'appuyer durablement pour croître et rester résilient ? On pense d'abord aux infrastructures visibles : ports, réseaux énergétiques, corridors logistiques, technologies numériques. Indispensables, certes. Mais d'autres infrastructures, moins tangibles, plus discrètes, jouent un rôle tout aussi structurant. Parmi elles, il y en a une que l'on sous-estime trop souvent : la langue.**

À Québec comme au Canada, le français est avant tout perçu comme un marqueur identitaire fort, un héritage culturel, un pilier du vivre-ensemble. Il est tout cela, évidemment. Mais il est aussi quelque chose que l'on peine encore à nommer clairement : un levier économique de premier plan, dont le potentiel reste largement sous-exploité. Une langue commune ne sert pas seulement à se comprendre. Elle simplifie l'accès aux marchés, réduit les frictions, accélère les négociations. En somme, elle lubrifie les échanges. Et dans le monde des affaires, la fluidité a un prix.

Dans un environnement international où l'incertitude est devenue la norme, cette fluidité offre un avantage concurrentiel bien réel. La langue cesse alors d'être un simple outil de communication : elle devient une infrastructure économique immatérielle, capable de struc-

turer des réseaux et de relier des écosystèmes d'affaires. Les chiffres donnent le vertige. L'espace francophone, fort de près de 400 millions de locuteurs répartis sur les cinq continents représente aujourd'hui près de 20 % du commerce mondial de marchandises, 14 % des réserves mondiales de ressources minières et énergétiques, et environ 16 % du PIB mondial. Ce n'est pas qu'un marché : c'est un réseau structuré d'États, d'institutions et d'entreprises liés par des références communes et une volonté de coopérer.

Au sein de cet espace, le Québec occupe une position stratégiquement enviable. Société francophone pleinement intégrée aux dynamiques nord-américaines, il bénéficie d'un ancrage économique solide sur le continent tout en disposant d'un accès naturel à l'Europe, à l'Afrique, à la Caraïbe et à plusieurs régions des Amériques. Ce capital linguistique n'est pas qu'un héritage : c'est un pont

vers des marchés que peu d'autres économies nord-américaines peuvent atteindre aussi directement.

Le Canada, dans son ensemble, partage cette double appartenance : ancrée en Amérique du Nord, ouverte sur la Francophonie mondiale. À l'heure où les entreprises cherchent à sortir de leur dépendance aux marchés traditionnels, cette dualité constitue un outil de diversification concret et un argument de poids dans les négociations internationales.

Un potentiel linguistique, aussi vaste soit-il, ne se convertit pas en croissance économique par la seule force des choses. Il faut des acteurs pour le structurer, des réseaux pour l'activer, des passerelles pour le concrétiser. C'est précisément ce que fait l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et plus particulièrement sa Représentation pour les Amériques, basée à Québec.

Son rôle dépasse largement la promotion linguistique. La Représentation agit comme un opérateur stratégique de mise en réseau : elle connecte décideurs publics, investisseurs et entrepreneurs. Elle détecte des complémentarités sectorielles et soutient des initiatives dans des domaines à fort potentiel, comme l'économie numérique ou la transition énergétique.

Le Forum économique de la Francophonie des Amériques, organisé à Montréal en octobre 2025, en offre une illustration saisissante. En réunissant plus d'une centaine d'acteurs issus de secteurs stratégiques, il a démontré que l'espace francophone pouvait fonctionner comme un réseau économique structuré et crédible. Au-delà des panels et des échanges, des partenariats concrets ont émergé, des collaborations se sont nouées. La langue commune a joué son rôle de socle et rendu possible ce que ni les tarifs douaniers ni les accords commerciaux ne peuvent seuls produire : la confiance.

Les missions économiques de la Francophonie racontent la même histoire. Depuis 2022, elles ont permis à plus de 2 000 entreprises francophones de participer à plus de 5 000 rendez-vous d'affaires, générant plus de 45 millions d'euros de chiffre d'affaires dans des secteurs comme l'agro-industrie, les énergies renouvelables ou le numérique.

La langue ouvre la porte. Mais ce sont les valeurs communes — dialogue, solidarité, diversité culturelle — qui font que l'on reste à la table. C'est ce travail de traduction entre le potentiel et le concret, entre la langue et le chiffre d'affaires que mène au quotidien la Représentation de l'OIF pour les Amériques. En révélant des complémentarités stratégiques, en soutenant les réseaux diplomatiques et économiques, en valorisant les expertises québécoises, canadiennes et francophones, elle transforme un capital linguistique en levier tangible de co-développement.

Dans un monde en recomposition, traiter le français comme une infrastructure stratégique n'est pas un geste symbolique. C'est un choix économique qu'il est temps d'assumer pleinement. Le français n'est pas une langue à mettre sous cloche. C'est une capacité opérationnelle.

Pour le Québec, pour le Canada, pour l'ensemble de la Francophonie des Amériques : activer pleinement cet atout collectif, ce n'est pas faire un pari. C'est saisir une opportunité que le monde, en se reconfigurant, place précisément à notre portée.



# Délier sa langue pour l'amour du français

Des étudiants universitaires de premier cycle s'amuse avec la langue française dans le but de devenir de meilleurs orateurs, mais surtout, depuis 2019, de remporter le concours d'éloquence Délie ta langue !.

ANDRÉ LAVOIE  
COLLABORATION SPÉCIALE

Le charisme des grands orateurs est-il inné ? L'art de parler en public, que ce soit devant une foule nombreuse ou un comité d'embauche, recèle quelques mystères, mais demande surtout de la discipline et du savoir. C'est exactement cette expérience que le concours Délie ta langue ! propose aux étudiants de premier cycle de 14 universités au Québec et de trois universités de la francophonie canadienne.

C'est à la faveur d'un reportage diffusé sur TV5 à propos d'un concours d'éloquence tenu dans un quartier jugé « sensible » en France que Monique Cormier a eu l'idée de transposer le concept au Québec. À l'aube de sa 8<sup>e</sup> édition, la professeure émérite au Département de linguistique et de traduction de l'Université de Montréal ne cache pas sa fierté devant le chemin accompli et le rayonnement grandissant de Délie ta langue !.

Tout a démarré en 2019, pour les seuls étudiants de l'Université de Montréal, et avec des balises claires : pendant cinq minutes sur scène, chaque participant doit à la fois discourir sur les origines et la signification d'une expression populaire (« Tous les chemins mènent à Rome », « Tourner le fer dans la plaie », etc.) et la rattacher à un enjeu social actuel dans un style professionnel. Voilà une occasion en or de fouler les planches, mais aussi de s'exprimer de façon où chacun se sent à l'aise : poésie, plaidoirie, slam, etc.

Monique Cormier s'étonne encore du développement fulgurant du concours, qui a vite dépassé les murs de l'Université de Montréal.

« La première finale a eu lieu au cabaret Lion d'Or, raconte cette passionnée des dictionnaires et des livres anciens. Un collègue de l'Université du Québec à Rimouski, présent dans la salle, fut rempli d'enthousiasme. Nous avons convenu d'élaborer un projet pilote pour l'année suivante, et sa réussite a convaincu d'autres établissements de se joindre à Délie ta langue !. L'an prochain, avec Polytechnique Montréal, les 16 établissements universitaires du Québec seront présents. »

« Au-delà de la différence des accents, j'ai toujours travaillé à créer un environnement empreint de respect, pour que les jeunes se sentent partie prenante de ce concours, peu importe d'où ils viennent »

Pour leur donner la chance d'apprendre comment prendre la parole devant public de la meilleure manière possible, le concours permet aux participants d'être accompagnés par le personnel de leur *alma mater* selon les ressources disponibles dans chaque université. « Elles ont la responsabilité de structurer les formations à partir des compétences que nous avons déterminées, précise Monique Cormier. Et il faut s'ajuster aux besoins des participants : un d'entre



Andréane Le May, lauréate de l'édition 2025 du concours d'éloquence Délie ta langue !, en plein discours  
REMY BOILY ET JACKIE TIR

eux a déjà complètement paralysé sur scène, alors nous avons compris qu'il fallait aborder la gestion du stress. » De judicieux conseils qui pourront leur servir en de multiples occasions, autant sur le plan professionnel que personnel.

#### Cent fois sur le métier

Andréane Le May n'a pas hésité longtemps avant de s'inscrire à Délie ta langue !. Celle qui aime « jongler avec les mots » le fait régulièrement dans sa carrière de musicienne tout en poursuivant ses études à l'École de musique de l'Université de Sherbrooke. Lors de l'édition 2025, sa prestation inspirée de l'expression « accorder ses violons », explorant le thème de la polarisation en parallèle, lui a valu les grands honneurs.

Avant le grand soir, l'artiste a découvert les vertus d'une autre expression populaire, « cent fois sur le métier, remettez votre ouvrage ». « Trois personnes différentes m'ont aidée à retravailler mon écriture, souligne Andréane Le May. J'ai beaucoup appris dans ce processus me permettant d'approfondir mon texte et de bien construire le rythme. » Un an plus tard, ce petit bijou oratoire fait sa fierté. Elle a d'ailleurs été invitée plus d'une fois à le présenter devant différents publics de l'Université de Sherbrooke, et sait déjà que l'expérience influencera aussi bien sa manière d'être sur scène que celle d'écrire ses chansons.

C'était le résultat que Monique Cormier recherchait, et elle aimerait bien que Délie ta langue ! puisse en

délier toujours plus. « Avant les visées internationales, il faut s'assurer que l'événement est bien implanté au Québec, puis dans la francophonie canadienne. Dans certaines provinces, on sent une insécurité linguistique. Au-delà de la différence des accents, j'ai toujours travaillé à créer un environnement empreint de respect, pour que les jeunes se sentent partie prenante de ce concours, peu importe d'où ils viennent. »

Lors de la grande finale de la compétition, qui se tiendra le 30 mars prochain à 16 h à l'auditorium de la Grande Bibliothèque du Québec (BAnQ), les participants des différentes universités arriveront sûrement avec une petite « peur au ventre », mais savent sans doute déjà qu'elle « donne des ailes ».

Le supplément contient des contenus indépendants produits selon des normes journalistiques avec le soutien financier de plusieurs annonceurs, qui ne l'ont pas approuvé. Les journalistes de la rédaction n'y ont pas participé.

PUBLICITÉ

## La Francophonie à l'épreuve de l'autochtonie

L'Observatoire de la langue française, situé à Québec au sein de la Représentation de l'OIF pour les Amériques, remplit une mission centrale de collecte, d'analyse et de diffusion de données relatives à la présence et aux usages du français à l'échelle mondiale. Mobilisant les correspondants Francophonie des États et gouvernements membres de l'OIF, les instituts nationaux de statistique, des laboratoires universitaires ainsi que des partenaires scientifiques, et épaulé par un conseil scientifique consultatif composé de spécialistes de haut niveau issus de tous les espaces francophones, il coordonne un dispositif international d'observation destiné à produire une expertise comparative sur les évolutions du français en tant que langue mondiale.

L'Observatoire de la langue française produit régulièrement des notes de synthèse et des rapports sur des pays qui ont adhéré volontairement au mécanisme de suivi des engagements pris par les États et gouvernements dans la Déclaration de Djerba de 2022 sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie.

La production phare de l'Observatoire est le rapport quadriennal La langue française dans le monde qui offre une lecture systémique de la mondialité d'un français poly/pluricentrique, dont le centre de gravité démographique se déplace vers une Afrique jeune et dynamique. En croisant indicateurs démographiques, économiques, éducatifs et numériques, le rapport révèle les interdépendances entre politiques linguistiques, qualité des systèmes éducatifs, insertion professionnelle et innovation. Il analyse également les transformations induites par l'écosystème numérique, notamment les enjeux de découvrabilité des contenus francophones et de pluralisme linguistique dans un environnement reconfiguré par de nouvelles formes de gouvernance numérique.

Dans le prolongement de la Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie, l'OIF a fait de la question de l'autochtonie une préoccupation centrale, celle-ci s'imposant désormais comme une catégorie structurante pour penser la Francophonie contemporaine. Le terme autochtonie ne renvoie pas uniquement à une antériorité territoriale — une idée qui peut être contestée — mais à une relation constitutive entre un peuple, une langue, une mémoire et un milieu de vie. À l'heure où les sociétés francophones sont confrontées aux défis écologiques, aux tensions identitaires et aux héritages coloniaux non résolus, cette relation mérite d'être repensée.

L'adoption en 2007 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a représenté une avancée normative décisive en reconnaissant des droits collectifs relatifs aux terres, aux ressources, aux langues et aux cultures. L'appui des États membres

de la Francophonie à ce texte inscrit la question autochtone dans son horizon institutionnel. Toutefois, la reconnaissance juridique ne saurait suffire à effacer des siècles d'asymétrie. Dans de nombreux espaces francophones, l'histoire coloniale s'est traduite par des politiques d'assimilation linguistique, des dépossession territoriales et des formes persistantes de marginalisation culturelle.

Dans ce contexte, la langue française occupe une position paradoxale. Elle a pu être l'instrument d'une administration coloniale et d'une école assimilatrice ; elle constitue désormais, pour de nombreux acteurs autochtones, un vecteur stratégique de visibilité, de plaidoyer et de circulation internationale des savoirs. Des personnalités autochtones issues des milieux scientifiques, artistiques, juridiques et intellectuels se sont emparées du français pour donner voix à leurs cosmologies, leurs revendications et leurs créations, convertissant ainsi une langue historiquement associée à la domination en outil d'affirmation. Cette dynamique ne signifie nullement l'effacement des langues autochtones. Elle ouvre, au contraire, des espaces d'hybridation et de coexistence dans l'un des ensembles géolinguistiques les plus plurilingues du monde.

La question centrale ne relève pas d'une logique de substitution, mais d'une logique de relation entre les langues : comment organiser la coexistence des langues dans des systèmes éducatifs, des médias et des environnements numériques souvent structurés par des hiérarchies implicites ? Une Francophonie inclusive et plurielle exige que l'on dépasse une conception verticale où la langue officielle incarnerait la modernité et la réussite sociale. Elle suppose de reconnaître les langues autochtones comme des composantes à part entière de l'espace public, scientifique et culturel, et d'en soutenir la transmission intergénérationnelle dans un contexte de mondialisation et d'urbanisation accélérées.

Au-delà de la dimension linguistique, l'autochtonie interroge les modes d'habiter le monde. De nombreuses

cosmologies autochtones reposent sur une continuité entre nature et culture, là où la modernité occidentale a institué leur séparation. À l'heure du dérèglement climatique, ces conceptions relationnelles acquièrent une portée globale. Les territoires administrés ou co-gérés par des peuples autochtones comptent parmi les écosystèmes les mieux préservés de la planète, tout en étant exposés à de fortes pressions extractives. La protection des droits fonciers et de la diversité bioculturelle relève dès lors non seulement de la justice historique, mais d'un impératif écologique planétaire.

Reconnaître l'autochtonie comme un enjeu structu-

rant de la Francophonie contemporaine implique avant tout de transformer une relation historiquement marquée par l'asymétrie en un partenariat fondé sur la reconnaissance mutuelle et la circulation des savoirs. Dans cette perspective, le français peut assumer une fonction de langue véhiculaire et de médiation dans une logique de dialogue et de réciprocité avec les autres langues. Ainsi envisagé, il ne relève plus seulement d'un héritage partagé, mais constitue un levier d'émancipation, de coopération scientifique et de pluralisme, au sein d'un monde marqué par de profondes recompositions linguistiques, technologiques et écologiques.

Des participants réunis à Ottawa lors de la 13<sup>e</sup> législature du Parlement jeunesse pancanadien, en janvier dernier

SOUHIR LETAIEF



# Porter les voix des jeunes francophones d'un océan à l'autre

Depuis 1974, la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) porte les idéaux et les revendications des nouvelles générations de francophones en situation minoritaire. Pour y arriver, l'organisme déploie plusieurs activités afin de faire rayonner le français partout au pays.

LEÏLA JOLIN-DAHEL  
COLLABORATION SPÉCIALE

« Les jeunes ont toujours voulu que leurs voix soient entendues », rappelle d'emblée Madeleina Daigneault, vice-présidente de la FJCF. C'est dans cette visée que différents comités jeunesse de chaque province

et territoire hors Québec ont uni leurs forces pour créer la FJCF il y a bientôt 52 ans.

« C'est bien beau d'avoir des conseils jeunesse dans chaque province, mais c'était aussi important d'avoir une gouvernance et un porte-parole à l'échelle fédérale auprès du gouvernement », raconte celle qui vit à Winnipeg, au Manitoba.

L'organisme, fondé à Moncton, au Nouveau-Brunswick, a aujourd'hui son siège social à Ottawa et peut compter sur des représentants d'un océan à l'autre, ajoute Madeleina Daigneault. « Au Canada, en général, les défis varient selon les régions, et ça s'applique également à la francophonie canadienne, dit-elle. La FJCF s'assure que tout le monde est représenté. »

## De nombreux défis

Lors de son plus récent Baromètre jeunesse, dont les résultats ont été publiés en juin 2025, la FJCF a conclu que ce sont les francophones de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Colombie-Britannique qui vivent le plus d'insécurité linguistique.

« J'ai pu voir des amitiés se créer, par exemple, entre des jeunes de la Colombie-Britannique et d'autres du Nouveau-Brunswick »

Trois répondants sur cinq des milieux urbains ont déjà connu cette réalité, contre 38 % de celles et ceux évoluant en contexte rural. La FJCF a également constaté que plus un jeune expérimente de l'insécurité linguistique, moins il se sent à l'aise de s'exprimer en français.

La précarité financière et l'accès à des études supérieures dans leur langue maternelle restent des préoccupations majeures chez les jeunes Canadiens francophones hors Québec. « C'est un autre gros dossier qu'ils ont à cœur, parce que ça nécessite souvent de déménager. Les fonds pour le faire ne sont pas toujours disponibles », souligne Madeleina Daigneault.

## Une francophonie plurielle

Plusieurs facteurs influent sur la manière dont les jeunes Canadiens d'expression française « vivent leur francophonie », observe Madeleina Daigneault. « Chaque gouvernement provincial alloue des financements différents, ce qui va avoir des répercussions sur ce que les communautés seront en mesure de réaliser » comme projets, dit-elle.

La situation géographique se reflète également sur les façons dont les gens vont intégrer la langue de Molière à leur quotidien. « Par exemple, au Manitoba, la seule grande ville est Winnipeg, illustre la vice-présidente. C'est très facile pour les gens de se rencontrer. Or, en Colombie-Britannique, les francophones sont très éparpillés. »

Ainsi, chaque personne entretient son propre rapport avec le français.

« En tant que Franco-Manitobaine, je n'aurai pas le même attachement à la communauté que quelqu'un qui a immigré au Manitoba », explique M<sup>me</sup> Daigneault.

Elle relève également que la volonté de s'exprimer en français est plus présente chez celles et ceux qui s'adonnent à différents loisirs en français. « Le grand constat est que pour se rattacher à leur francophonie sans y être forcés, les jeunes doivent avoir des occasions de le faire à l'extérieur des murs de l'école. Ça peut se traduire par des jeux de société, des danses, des sports, à faire dans la détente », observe-t-elle, soulignant l'importance du rôle des organismes communautaires dans la tenue de ces activités.

## Unir ses forces autour d'une langue commune

Afin de fournir des occasions aux nouvelles générations de Canadiens francophones d'échanger dans leur langue, la FJCF déploie déjà plusieurs initiatives. L'été dernier, entre autres, elle a tenu ses Jeux de la francophonie canadienne à Laval. Elle prévoit tenir sa 9<sup>e</sup> édition en Saskatchewan, en 2028. Cette compétition, qui a lieu tous les trois ans, rassemble des centaines de jeunes autour des thèmes des arts, du leadership et du sport. « J'ai pu y voir des amitiés se créer, par exemple, entre des jeunes de la Colombie-Britannique et d'autres du Nouveau-Brunswick », se réjouit M<sup>me</sup> Daigneault.

En janvier dernier, c'est à Ottawa que des participants se sont réunis, en vue de la 13<sup>e</sup> législature du Parlement jeunesse pancanadien. L'événement est destiné à leur montrer ce à quoi ressemblent les responsabilités d'un député fédéral et à démystifier le fonctionnement du gouvernement canadien.

À l'automne prochain, le Forum jeunesse pancanadien fournira également une autre occasion aux jeunes francophones de se rencontrer. « C'est vraiment un moment durant lequel on parle des défis actuels qui nous préoccupent. C'est un échange d'idées », explique Madeleina Daigneault.

Malgré l'insécurité linguistique persistante, la vice-présidente de la FJCF voit l'avenir du français hors Québec avec optimisme. « C'est un travail en continu, dit-elle. Mais les jeunes auront toujours la volonté de s'impliquer. »



## Notre cœur bat en français depuis 350 ans.

Ancrée dans la francophonie, l'Université Laval éclaire le monde de savoirs créés dans cette langue belle qui rayonne par-delà les frontières.

École supérieure d'études internationales  
Faculté des sciences sociales  
Faculté des lettres et des sciences humaines

ODSEF  
Observatoire démographique  
et statistique de l'espace francophone

cefán  
l'essor de la recherche

GIERSA  
Groupe interuniversitaire d'études  
et de recherches sur les sociétés africaines